

L'ISLAM POLITIQUE

1. L'erreur fatale est de croire que l'émergence de mouvements politiques mobilisateurs de larges masses se revendiquant de l'Islam est le produit inévitable de l'irruption sur la scène de peuples culturellement et politiquement arriérés incapables de comprendre un autre langage que celui de leur obscurantisme quasi atavique. Erreur hélas largement diffusée par les médias dominants, simplificateurs, repris dans les discours pseudo-scientifiques de l'eurocentrisme et du mauvais « orientalisme ». Des discours fondés sur le préjugé que seul l'Occident pouvait inventer la modernité, tandis que les peuples musulmans seraient enfermés dans une « tradition » immuable qui les rend incapables de comprendre la portée du changement nécessaire.

Les peuples musulmans et l'Islam ont une histoire, tout comme ceux des autres régions du monde, qui est l'histoire d'interprétations diverses des rapports entre la raison et la foi, celle des transformations et des adaptations mutuelles de la société et de sa religion. Mais la réalité de cette histoire est niée non seulement par les discours eurocentriques, mais tout également par les mouvements contemporains qui se réclament de l'Islam. Les uns et les autres partagent en effet le même préjugé culturaliste en vertu duquel les « spécificités » propres aux différentes trajectoires des peuples et aux religions qui sont les leurs seraient de nature intangible, incommensurable et transhistorique. A l'eurocentrisme des occidentaux l'Islam politique contemporain n'oppose qu'un eurocentrisme inversé.

L'émergence des mouvements qui se réclament de l'Islam est en fait l'expression d'une révolte violente contre les effets destructeurs du capitalisme réellement existant, contre la modernité inachevée, tronquée et trompeuse qui l'accompagne. (cf. Le défi de la modernité). C'est l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples en question.

2. Le discours de l'Islam proposé en alternative à la modernité capitaliste (à laquelle sont assimilées sans nuance les expériences de modernité des socialismes historiques) est de nature politique et nullement théologique. Les qualificatifs d'intégriste et de fondamentaliste dont on l'affuble souvent ne correspondent en rien à ce discours qui d'ailleurs n'y fait guère allusion sauf chez certains intellectuels musulmans contemporains qui s'adressent dans ces termes plus à l'opinion occidentale qu'à la leur.

L'Islam proposé est en l'occurrence l'adversaire de toute théologie de la libération. L'Islam politique appelle à la soumission, pas à l'émancipation. La seule tentative de lecture de l'Islam qui allait dans le sens de l'émancipation fut celle du soudanais Mahmoud Taha. Condamné à mort et exécuté par le pouvoir de Khartoum, Taha n'a été revendiqué par aucun parti de la mouvance islamique, ni « radical », ni " modéré " et n'a été défendu par aucun des intellectuels qui se revendiquent de la " renaissance islamique " ou même seulement expriment le souhait de dialoguer avec ces mouvements . Les hérauts de la " renaissance islamique " en question ne s'intéressent pas à la théologie et ne font jamais référence aux grands textes qui la concernent . Sur ce plan ce qu'ils entendent par Islam paraît n'être qu'une version conventionnelle et sociale de la religion , réduite au respect formel et intégral de la pratique rituelle . L' Islam en question définirait une " communauté " à laquelle on appartient par héritage, comme l'ethnicité, et non une conviction personnelle intime et forte. Il s'agit seulement d'affirmer une « identité collective », rien de plus. C'est la raison pour laquelle l'expression d'Islam politique, par laquelle l'ensemble de ces mouvements sont qualifiés dans les pays arabes est certainement plus exacte.

3. L'Islam politique moderne avait été inventé par les orientalistes au service du pouvoir britannique en Inde, avant d'être repris tel quel par le pakistanais Mawdudi. Il s'agissait de « prouver » que les Musulmans croyants ne sont pas autorisés à vivre dans un Etat qui ne serait pas lui même islamique – anticipant sur la partition de l'Inde – parce que l'Islam ignorerait la possibilité d'une séparation entre l'Etat et la religion. Les orientalistes en question ont omis d'observer que les Anglais du XIIIe siècle n'auraient pas davantage conçu leur survivance hors de la Chrétienté !

Abul Ala Al Mawdudi reprend donc le thème selon lequel le pouvoir émane de Dieu et de lui seul (wilaya al faqih), refusant le concept de citoyens ayant le droit de légiférer, l'Etat n'ayant que la charge d'appliquer la loi définie une fois pour toute (la « charia »). Joseph de Maistre avait déjà écrit des choses analogues accusant la Révolution du crime d'avoir inventé la démocratie moderne et l'émancipation de l'individu.

Récusant le concept de la modernité émancipatoire, l'Islam politique refuse le principe même de la démocratie – le droit pour la société de construire son avenir par la liberté qu'elle se donne de légiférer. Le principe de la Shura que l'Islam politique prétend être la forme islamique de la démocratie ne l'est pas, étant prisonnier de l'interdit de l'innovation (ibda), n'acceptant à la rigueur que celui de l'interprétation de la tradition (ijtihad). La Shura n'est que l'une des multiples formes de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés pré-modernes, pré-démocratiques. Bien sûr l'interprétation a parfois été le véhicule de transformations réelles, imposées par des exigences nouvelles. Mais il reste que par son principe même – le refus du droit à la rupture avec le passé – celle-ci enferme dans l'impasse le combat moderne pour le changement social et la démocratie. Le parallèle prétendu entre les partis islamiques – radicaux ou modérés puisque tous adhèrent à ces mêmes principes « anti-modernistes » au nom de la prétendue spécificité de l'Islam – et les partis démocrates-chrétiens de l'Europe moderne n'a donc rigoureusement aucune validité, bien que les médias et la diplomatie des Etats Unis y fassent sans cesse allusion pour légitimer leur soutien à des régimes éventuellement « islamistes ». La démocratie chrétienne s'inscrit dans la modernité, dont elle accepte le concept fondamental de démocratie créatrice comme l'essentiel de celui de laïcité. L'Islam politique refuse la modernité. Il le proclame, sans être à même d'en comprendre le sens.

L'Islam proposé ne mérite donc certainement pas d'être qualifié de « moderne » ; et les arguments appelés au secours sur ce terrain par les amis du « dialogue » sont d'une platitude extrême, allant de l'usage des cassettes par ses propagandistes à l'observation que ceux-ci se recrutent dans des couches « éduquées » -ingénieurs par exemple ! Le discours de ces mouvements ne connaît d'ailleurs guère que l'Islam wahabite qui rejette tout ce que l'interaction entre l'Islam historique et la philosophie grecque avait produit en son temps, comme il se contente de ressasser les écrits plats du plus réactionnaire des théologiens du Moyen Age – Ibn Taymiya. Bien que certains de ses hérauts qualifient cette interprétation de « retour aux sources » (voire à l'Islam du temps du Prophète), il ne s'agit en réalité que d'un retour aux conceptions en vigueur il y a deux cents ans, ceux d'une société arrêtée dans son développement depuis plusieurs siècles.

4. L'Islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité, comme on le dit malheureusement trop souvent.

Car aucune société musulmane des temps modernes - sauf dans la défunte Union Soviétique – n'a jamais été véritablement laïque, encore moins frappée par les audaces d'un pouvoir « athé » agressif quelconque. L'Etat semi moderne de la Turquie kémaliste, de l'Egypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion (comme cela s'était souvent produit auparavant) pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques. L'amorce d'une idée laïque n'existait que dans certains milieux intellectuels critiques. Elle n'avait pas beaucoup de prise sur l'Etat ; et celui-ci, emporté par son projet nationaliste a parfois reculé sur ce plan, comme en témoigne l'évolution inquiétante inaugurée du temps même de Nasser, opérant une rupture avec la politique que le Wafd avait adoptée depuis 1919. L'explication de cette dérive est peut être évidente : refusant la démocratie les régimes en question on lui substituait « l'homogénéité de la communauté », dont on voit le danger grandir jusque dans la démocratie en régression de l'Occident contemporain lui même (cf. Diversité héritée du passé et diversité dans l'invention du futur).

L'ISLAM POLITIQUE PROPOSE DE PARACHEVER UNE EVOLUTION DEJA LARGEMENT ENTAMEE DANS LES PAYS CONCERNES, VISANT A RETABLIR UN ORDRE THEOCRATIQUE CONSERVATEUR SANS FARD ASSOCIE A UN POUVOIR POLITIQUE DE TYPE « MAMELOUK ». LA REFERENCE A CETTE CASTE MILITAIRE DIRIGEANTE JUSQU'A IL Y A DEUX SIECLES, SE PLAÇANT AU-DESSUS DE TOUTE

LOI (EN FEIGNANT DE NE CONNAITRE SUR CE PLAN QUE LA « CHARIA »), ACCAPARANT LES BENEFILES DE LA VIE ECONOMIQUE ET ACCEPTANT – AU NOM DU « REALISME » - DE S'INTEGRER EN POSITION SUBALTERNE DANS LA MONDIALISATION CAPITALISTE DE L'EPOQUE, VIENT D'EMBLEE A L'ESPRIT DE QUICONQUE OBSERVE TANT LES REGIMES POST NATIONALISTES DEGRADES DE LA REGION QUE LES NOUVEAUX REGIMES PRETENDUS ISLAMIQVES, LEURS FRERES JUMEAUX.

5. Il n' y a, de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'Islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ». Le projet des uns et des autres est identique.

Le cas de l'Iran lui même n'échappe pas à la règle générale, en dépit des confusions qui ont été à l'origine de son succès, dues à la concomitance entre l'essor du mouvement islamiste et la lutte conduite contre la dictature du Shah socialement rétrograde et politiquement pro-américaine. Dans un premier temps les extravagances extrémistes du pouvoir théocratique étaient compensées par ses positions anti-impérialistes, dont il tirait sa légitimité et qui lui donnait un écho de popularité puissant au delà des frontières de l'Iran. Mais progressivement le régime devait démontrer qu'il était incapable de relever le défi d'un développement économique et social novateur. La « dictature des turbans » (les hommes de religion) qui avait pris la relève de celle des « casquettes » (des militaires et des technocrates), comme on le dit en Iran, se solde par une fantastique dégradation des appareils économiques du pays. L'Iran qui se targuait de « faire comme la Corée », se range aujourd'hui dans le groupe des pays du « quart monde ». L'insensibilité de l'aile dure du pouvoir aux problèmes sociaux auxquels les classes populaires du pays sont confrontées est à l'origine de sa relève par ceux qui se sont auto-qualifiés de « réformateurs » porteurs d'un projet capable certes d'atténuer les rigueurs de la dictature théocratique, mais sans renoncer pour autant à son principe – inscrit dans la constitution (« wilaya al faqih ») – sur lequel repose le monopole d'un pouvoir amené alors progressivement à renoncer à ses postures « anti impérialistes » pour intégrer le monde comprador banal du capitalisme des périphéries. Le système de l'Islam politique est en Iran dans l'impasse. Les luttes politiques et sociales dans lesquelles le peuple iranien est désormais ouvertement engagé devront conduire un jour ou l'autre au rejet du principe même de la « wilaya al faqih » qui place le collège des hommes de religion au dessus de toutes les institutions de la société politique et civile. C'est la condition de leur succès.

L'Islam politique n'est en définitive rien de plus qu'une adaptation au statut subalterne du capitalisme comprador. Sa forme prétendue « modérée » constitue de ce fait probablement le danger principal qui menace les peuples concernés, la violence des « radicaux » n'ayant d'autres fonctions que de déstabiliser l'Etat pour permettre l'installation du nouveau pouvoir comprador. Le soutien lucide que les diplomates des pays de la Triade alignés derrière les Etats Unis apportent à cette « solution » au problème est parfaitement cohérent avec leur volonté d'imposer l'ordre libéral mondialisé au service du capital dominant.

6. Les deux discours du capitalisme libéral mondialisé et de l'Islam politique ne sont pas conflictuels mais au contraire parfaitement complémentaires. L'idéologie des « communautarismes » à l'américaine que l'air du temps s'emploie à populariser oblitère la conscience et les luttes sociales pour leur substituer de prétendues « identités » collectives qui les ignorent. Cette idéologie est donc parfaitement instrumentalisée par la stratégie de domination du capital parce qu'elle transfère les luttes de l'aire des contradictions sociales réelles au monde de l'imaginaire dit culturel, transhistorique et absolu. Or l'Islam politique est précisément un « communautarisme ».

Les diplomates des puissances du G7 et singulièrement celle des Etats Unis savent ce qu'elles font en choisissant de soutenir l'Islam politique. Elles l'ont fait en Afghanistan, qualifiant ses Islamistes de « combattants de la liberté » (!) contre l'horrible dictature du communisme, qui n'était en fait qu'un projet de despotisme éclairé, moderniste, national populiste, ayant eu l'audace d'ouvrir les écoles aux filles. Elles continuent à le faire de l'Egypte à l'Algérie. Elles savent que le pouvoir de l'Islam

politique a la vertu – pour elles – de réduire à l’impuissance les peuples concernés et par conséquent de s’assurer sans difficulté de leur compradorisation.

Avec le cynisme qui le caractérise, l’establishment américain sait tirer un second profit de l’Islam politique. Les « dérives » des régimes qu’il inspire – les taliban par exemple – (qui ne sont en rien des dérives mais bel et bien inscrits dans la logique de leurs programmes) peuvent être exploitées chaque fois que l’impérialisme estime utile d’intervenir, brutalement s’il le faut. La « sauvagerie » attribuée aux peuples qui sont les premières victimes de l’Islam politique permet d’alimenter « l’islamophobie ». Cela fait accepter plus facilement la perspective d’un « apartheid à l’échelle mondiale » qui est l’aboutissement logique et nécessaire d’une expansion capitaliste toujours plus polarisante.

Les seuls mouvements politiques se réclamant de l’Islam qui sont condamnés sans nuance par les puissances du G7 sont ceux qui s’inscrivent – par la conjoncture locale objective – dans des luttes anti-impérialistes : Hezbollah au Liban, Hamas en Palestine. Ce n’est pas un hasard.